



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**  
*La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...* • (Page 07)

**Coupe du monde de football**

**« Une victoire des Bleus n'aura pas d'impact sur la croissance »**  
*La croyance populaire veut que plus une équipe nationale va loin en coupe du monde, plus ses supporters boostent la consommation ...* • (Page 08)

**Ormuz**

**Shell alerte sur un choc énergétique appelé à durer «un an, voire plus»**  
*Le blocage du détroit d'Ormuz depuis le début du conflit au Moyen-Orient provoque des perturbations « jamais ...* • (Page 08)

**Financement & développement**

**Dr Donkor lauréat du Prix d'excellence du leadership africain**

• (Page 03)



**Journée mondiale de l'océan 2026**

**Appel à une mobilisation pour sauver les ressources marines**  
*À l'occasion de la Journée mondiale de l'océan célébrée le 8 juin, le ministre délégué chargé de l'Économie ...* • (Page 02)

**Intégration régionale**

**Le Président du Conseil reçoit un émissaire du Président sénégalais**  
*Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé ce 08 juin 2026, une audience au ministre sénégalais des Affaires ...* • (Pages 04)

**Développement minier en Côte d'Ivoire**

**La BRVM et la CCCACI ouvrent le dialogue sur les enjeux du financement local**  
*Sous le patronage de Monsieur Mamadou SANGAFOWA-COULIBALY, Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières ...* • (Page 06)

**Finances locales**

• (Page 04)

**La DGTEP outille les exécutifs territoriaux**



**Gestion des finances publiques**

**Des acteurs en formation sur les missions et méthodes des organes de contrôle**  
*La Cour des comptes (CdC) a démarré le mardi 9 juin à Lomé, un atelier de sensibilisation sur les missions, méthodes et travaux des organes de contrôle ...* • (Page 11)

**PLATEFORME DE MISE EN RELATION AVEC DES EXPERTS SÉNIORS**  
Valorisons l'excellence. Sécurisons la souveraineté de notre expertise.

**L'INCLUSIVITÉ**

Offrir à nos hauts profils une seconde vie professionnelle active, valorisante et à la hauteur de leur prestige.

**LA CONTINUITÉ**

Éviter les ruptures de compétences critiques dans la conduite des grands projets stratégiques du continent.

**LE TRANSFERT**

Garantir que chaque intervention senior devienne le socle du mentorat de la jeune génération de cadres.

**THE WEST OFFICE BY HEMICYCLE**

Rejoignez l'élite des experts sur [www.thewestoffice.com](http://www.thewestoffice.com)

**INSCRIVEZ-VOUS GRATUITEMENT**  
L'excellence de l'expérience

Vous avez plus de 15 ans d'expérience ? Votre savoir est une richesse. Rejoignez notre réseau sélectif. Continuez à impacter l'économie régionale.

Journée mondiale de l'océan 2026

Appel à une mobilisation pour sauver les ressources marines

À l'occasion de la Journée mondiale de l'océan célébrée le 8 juin, le ministre délégué chargé de l'Économie maritime, Kokou Edem Tengue, a lancé un vibrant appel à la préservation des océans. Face aux menaces croissantes qui pèsent sur le littoral et les ressources marines, il invite tous les acteurs à agir pour un avenir durable.

• Nicole Esso

« Nous sommes en pleine crise océanique ». Dans son message à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan 2026, placée sous le thème international « Réimaginer l'océan », le ministre délégué chargé de l'Économie maritime, Kokou Edem Tengue, a dressé un constat alarmant sur l'état des océans et des écosystèmes marins. Pour le membre du gouvernement, l'océan constitue bien plus qu'un espace naturel. Il représente une source de subsistance, un patrimoine culturel et un pilier essentiel du développement économique du Togo. Pourtant, il est aujourd'hui confronté à de multiples menaces : pollution plastique, rejets d'eaux usées, pêche excessive, filets abandonnés et érosion côtière. « Nous sommes en pleine crise



océanique », a-t-il affirmé, dénonçant les comportements qui transforment progressivement la mer en réceptacle de déchets et fragilisent les ressources halieutiques dont dépendent des milliers de familles.

Réimaginer l'océan pour mieux le protéger

Selon Kokou Edem Tengue, le thème retenu cette année par les Nations Unies constitue un appel à repenser profondément la relation entre les popula-

tions et l'océan. Pour lui, « réimaginer l'océan » ne consiste pas simplement à réfléchir à son avenir, mais à adopter de nouveaux comportements et de nouvelles politiques capables de garantir sa préservation. Le ministre estime qu'il est désormais indispensable de considérer l'océan comme un bien commun fragile, dont la protection engage la responsabilité de chaque génération.

L'économie maritime, un pilier du développement du Togo

Dans son intervention, le ministre a rappelé l'importance stratégique de la façade maritime pour l'économie nationale. Selon lui, près de 70 % des activités économiques du pays sont directement ou indirectement liées à la mer, tandis que plus de 75 % des recettes fiscales proviennent d'activités adossées au secteur maritime. Le rôle central du Port autonome de Lomé a également été mis en avant. Considéré comme l'un des ports les plus performants du Golfe de Guinée, il constitue un maillon essentiel du commerce régional et international. « Sauver l'océan, ce n'est pas un slogan », a insisté le ministre, soulignant qu'il s'agit aussi de préserver les emplois, la souveraineté alimentaire, les recettes publiques et les perspectives d'avenir de la jeunesse togolaise.



Image du jour

**CCI-TOGO**  
CCI TOGO

**ENTREPRISES : ÊTES-VOUS À JOUR DE VOTRE COTISATION 2024 ?**

La CCI-Togo invite toutes les entreprises à régulariser leur cotisation annuelle obligatoire au titre de l'exercice 2024.

**Pourquoi payer ?**  
Contribution au développement du secteur privé  
Base légale : Art 49 - Décret N°2022-075/PR

Veuillez donner instruction à vos services financiers pour effectuer le règlement à la caisse de la CCI-Togo.

La CCI-Togo, au service des entreprises et du développement.

+228 22 20 88 47 www.cci.tg

AUX DÉCIDEURS ...

Deux années au sommet : plus qu'un leadership, une responsabilité nationale

Pour la deuxième année consécutive, L'Économiste du Togo s'impose comme le premier quotidien togolais. Une distinction qui honore notre rédaction, mais qui nous engage davantage encore envers nos lecteurs, nos partenaires et l'ensemble des acteurs de la vie économique nationale.

Cette reconnaissance revêt une signification particulière. Elle intervient dans un paysage médiatique en constante mutation, marqué par la montée en puissance du numérique, la rapidité de circulation de l'information et l'exigence croissante de crédibilité. Dans cet environnement, rester une référence ne relève ni du hasard ni de l'habitude. C'est le fruit d'un travail quotidien fondé sur la rigueur, la constance et la proximité avec les réalités économiques du pays.

En demeurant, de surcroît, le seul quotidien économique du Togo, L'Économiste du Togo continue d'assumer une mission essentielle : informer, analyser, expliquer et mettre en perspective les dynamiques qui façonnent l'économie nationale, régionale et internationale. Derrière les chiffres, les indicateurs et les politiques publiques, il y a des femmes et des hommes, des entreprises qui innovent, des entrepreneurs qui osent, des institutions qui agissent et une jeunesse qui aspire à construire l'avenir.

Notre ambition a toujours été de rendre l'information économique accessible au plus grand nombre. Car une économie mieux comprise est une économie mieux partagée. Elle favorise des décisions éclairées, nourrit le débat public et contribue à renforcer la culture économique indispensable au développement de notre pays.

Cette première place renouvelée est avant tout la vôtre : celle de nos fidèles lecteurs qui nous accordent leur confiance chaque matin ; celle de nos annonceurs et partenaires qui croient en notre projet éditorial ; celle de nos collaborateurs dont le professionnalisme et l'engagement donnent vie à chacune de nos éditions.

Mais loin de nous installer dans le confort de la satisfaction, cette distinction nous rappelle l'ampleur de notre responsabilité. Nous devons continuer à innover, à approfondir nos analyses, à diversifier nos contenus et à préserver, avec la plus grande vigilance, notre indépendance éditoriale.

Plus qu'un journal, L'Économiste du Togo veut demeurer un observateur attentif, un décodeur des enjeux économiques et un partenaire du développement. À l'heure où le Togo affirme ses ambitions de transformation économique et d'intégration régionale, nous entendons poursuivre notre mission avec la même passion et la même exigence.

À tous ceux qui nous lisent, nous soutiennent et nous inspirent, nous adressons notre profonde gratitude.

Deux années consécutives à la première place. Une fierté, certes. Mais surtout une promesse : celle de continuer à mériter, chaque jour, votre confiance.

M.T

**Le Togo en chiffres**

**DEMOGRAPHIE**

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

\* Nombre d'enfants par femme. \*\* Nombre de décès pour 1000 enfants. \*\*\* Nombre de naissances pour 1000 femmes.  
• Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)



BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DE LA CEDEAO  
ECOWAS BANK FOR INVESTMENT AND DEVELOPMENT  
BANCO DE INVESTIMENTO E DE DESENVOLVIMENTO DA CEDEAO

## DR DONKOR NOMMÉ LAURÉAT DU PRESTIGIEUX PRIX DU LEADERSHIP EN FINANCE DU DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a annoncé que Dr George Agyekum Donkor, Président de la Banque et de son Conseil d'Administration, a été désigné lauréat du **Prix d'excellence du leadership africain en finance du développement — Intégration régionale et transformation économique** à l'occasion de la 16ème édition des African Business Leadership Awards (ABLA) 2026.

Ce prestigieux prix, décerné par l'African Leadership Organisation (UK) Limited et le Comité éditorial de l'African Leadership Magazine, fait suite à un processus rigoureux d'évaluation fondé sur le mérite. Il récompense le leadership exceptionnel de Dr Donkor ainsi que son impact transformateur sur l'architecture du financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Au-delà de cette distinction individuelle, la BIDC a également été officiellement désignée en tant que **Partenaire stratégique en financement du développement** du Sommet ALM Africa 2026, soulignant son rôle central dans la promotion de l'intégration régionale, du financement des infrastructures, du développement des entreprises et de la transformation économique dans l'espace CEDEAO.

Dr Donkor a également été **invité à intervenir en qualité d'invité d'honneur et conférencier principal** lors de la cérémonie de remise des prix, prévue le **3 juillet 2026** à la Chambre des Lords, à Londres, au Royaume-Uni. Le sommet sera placé sous le thème : « De la vision à l'accélération : impulser la prochaine vague de croissance et de leadership en Afrique. »

Selon la déclaration du Comité éditorial, le leadership de Dr Donkor continue de faire le lien entre les politiques publiques, la structuration financière et leur mise en œuvre, positionnant la BIDC comme une institution stratégique capable d'aligner les priorités souveraines avec les flux d'investissement mondiaux. Le Comité a notamment salué son rôle dans la mobilisation de capitaux concessionnels et de financements aux conditions du marché, la promotion de mécanismes de financement mixte et de co-investissement, ainsi que le renforcement des systèmes financiers nécessaires à l'accélération d'une croissance économique durable en Afrique de l'Ouest.

Réagissant à cette distinction, Dr Donkor, visiblement honoré, a déclaré : « Cette reconnaissance dépasse ma personne et rend hommage à l'enga-



gement collectif de toute l'équipe de la BIDC, de nos États membres et de nos partenaires de développement, qui partagent la vision d'une Afrique de l'Ouest prospère et intégrée. » Il a ajouté : « Elle réaffirme notre engagement en faveur de la finance inclusive, du développement des PME, de la promotion de l'entrepreneuriat féminin et du financement des infrastructures, en tant que piliers essentiels de la compétitivité économique à long terme. »

Dans le cadre de cette distinction, Dr Donkor participera à une session de haut niveau aux côtés de chefs d'État, ministres, investisseurs souverains, gouverneurs de banques centrales, institutions de financement du développement, dirigeants de multinationales et décideurs internationaux. Il prendra également part à une réunion exclusive à huis clos avec des membres sélectionnés de la Chambre des Lords du Royaume-Uni.

Les African Business Leadership Awards demeurent l'une des principales plateformes du continent consacrées au leadership et à l'investissement, réunissant plus de 400 hauts responsables, et offrant un cadre unique pour le dialogue stratégique, l'alignement des capitaux transfrontaliers et le leadership intellectuel à l'échelle africaine.

Il convient de rappeler que Dr Donkor a reçu de nombreuses distinctions internationales, notamment « le Development Champion Award » 2023 lors du Re-

branding Africa Forum à Bruxelles, ainsi que le « Prix de la Fondation » 2022 lors du prestigieux Crans Montana Forum à Genève, en Suisse. Il a figuré également, pour la quatrième année consécutive, parmi les 100 personnalités qui transforment l'Afrique selon Financial Afrik, un magazine de renommée internationale.

\*\*\*\*\*

### À propos de la BIDC

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) est l'Institution de Financement du Développement des États membres de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Basée à Lomé, en République togolaise, la Banque s'engage à financer des projets et programmes de développement portant sur diverses initiatives dans les secteurs des infrastructures et des services sociaux de base, du développement rural et de l'environnement, de l'industrie ainsi que des services sociaux, à travers ses guichets dédiés aux secteurs privé et public. Les interventions de la BIDC se font sous forme de prêts à long, moyen et court terme, de prises de participation, d'octroi de lignes de crédit et mise en place d'accords-cadres de refinancement, des opérations d'ingénierie financière et services connexes. [www.bidc-ebid.org](http://www.bidc-ebid.org).

### Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois



Source : [tresor.economie.gouv.fr](http://tresor.economie.gouv.fr)

Finances locales

# La DGTCP outille les exécutifs territoriaux

Réunis à Kara du 8 au 13 juin 2026, 168 maires, présidents de régions, receveurs et contrôleurs financiers délégués bénéficient d'une formation initiée par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Objectif : renforcer la gestion financière des collectivités territoriales et consolider les acquis de la décentralisation au Togo.

● Junior Aredola

La décentralisation entre dans une nouvelle phase. Le Togo poursuit la consolidation de son processus de décentralisation engagé ces dernières années. Après les élections régionales et communales de 2025 et l'installation des nouveaux exécutifs locaux, l'enjeu est désormais de garantir une gestion efficace, transparente et responsable des collectivités territoriales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière. C'est dans cette dynamique que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a lancé, le lundi 8 juin 2026 au Palais des Congrès de Kara, la première étape d'un vaste programme de formation destiné aux acteurs de la gouvernance locale. Une seconde session est prévue à Kpalimé du 22 au 26 juin 2026. Présidant la cérémonie d'ouverture au nom du ministre de l'Économie et des Finances, Essowè Georges Barcola, le Directeur Général Adjoint du Trésor et de la Comptabilité Publique, M. Appolinaire Elanyo Emegnimio, a rappelé l'importance stratégique de cette initiative. « Sous la haute impulsion de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, le vaste programme de modernisation de l'administration publique et le rapprochement des services de l'État des populations se poursuit », a-t-il déclaré devant les participants.



### « artisans de la transformation de nos territoires »

Face aux 168 élus et agents financiers locaux présents à Kara, le représentant du ministre a souligné que la décentralisation constitue aujourd'hui un levier majeur de transformation de la gouvernance territoriale. Selon lui, les collectivités territoriales sont désormais appelées à jouer un rôle central dans l'identification des besoins des populations, la planification des actions prioritaires et la mise en œuvre des politiques publiques au plus près des citoyens. Cette responsabilité implique cependant des exigences accrues en matière de compétences, de rigueur, de transparence et de redevabilité. « La qualité de la gestion financière des collectivités territoriales apparaît comme un déterminant essentiel de la réussite de la décentralisation », a insisté M. Emegnimio. Quatre priorités ont été mises en avant : la mobilisation des ressources locales, la transparence budgétaire, l'efficacité de la dépense publique locale et la reddition des comptes.

### 168 acteurs formés aux standards de l'UEMOA

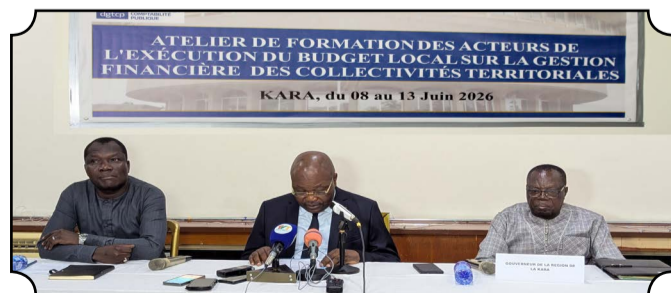
La formation réunit 168

participants issus des collectivités territoriales. Elle porte sur l'application du décret n°2020-004/PR du 5 mars 2020, qui transpose dans l'ordonnancement juridique togolais la directive 01/2011/CM de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Animés par cinq experts de la DGTCP, les différents modules abordent notamment la séparation des fonctions entre ordonnateurs et comptables publics, les procédures budgétaires, les relations entre les différents acteurs de la chaîne financière, la gestion de fait ainsi que les fautes de gestion.

### La transparence financière comme fondement de la crédibilité des collectivités

Au-delà du renforcement des capacités techniques, cette initiative traduit la volonté des pouvoirs publics de faire de la bonne gouvernance financière un pilier incontournable de la décentralisation. À travers les sessions de Kara et de Kpalimé, la DGTCP entend instaurer une culture de performance et de responsabilité au sein des collectivités territoriales. Le message porté conjointement par le ministère de l'Économie et des Finances et les autorités régionales est sans équivoque : la maîtrise des normes communautaires, la transparence budgétaire, la mobilisation optimale des ressources locales et la reddition des comptes constituent désormais les fondements de la légitimité et de la crédibilité des exécutifs territoriaux.

### « Vous êtes les



**COMMUNIQUE**

Le Ministre des finances et du budget invite les candidats déclarés admis par arrêté n°1011/PC/MFPTDS du 23 avril 2026 du Ministre de la fonction publique, du travail et du dialogue social, au concours national de recrutement de fonctionnaires pour le compte de son département, session du 21 décembre 2024 à prendre service le **mercredi, 01 juillet 2026**.

A cet égard, une réunion de prise de contact et d'information est organisée à l'attention de tous les intéressés, à cette date, au **palais du congrès de Lomé, à 7 heures 00 minutes**.

Fait à Lomé, le **08 JUN 2026**

SIGNE

Essowè Georges BARCOLA

## Intégration régionale

# Le Président du Conseil reçoit un émissaire du Président sénégalais

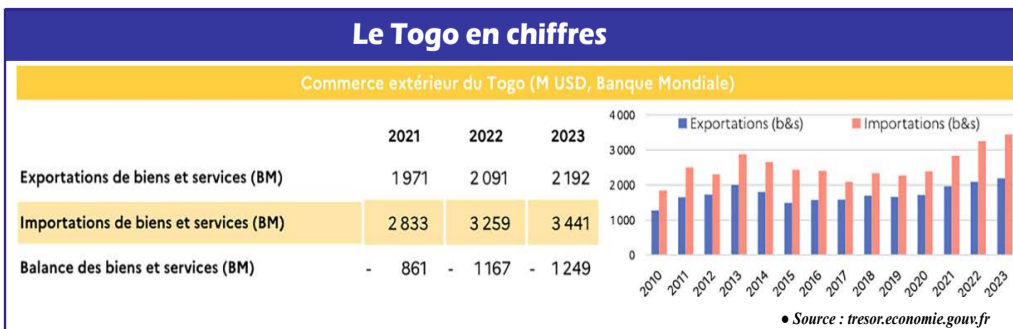
Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé ce 08 juin 2026, une audience au ministre sénégalais des Affaires étrangères, en mission diplomatique au Togo.

Monsieur Cheikh Niang a transmis au Président du Conseil, un message du Président sénégalais relatif à la candidature du Sénégal à la présidence de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). « Je suis venu en qualité d'émissaire du Président de la République du Sénégal, Bassirou Diomaye Diakhary Faye, porteur d'un message personnel à son frère et ami, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé. J'ai également eu l'honneur de présenter au Président du Conseil le candidat retenu par le Président sénégalais pour l'élection du prochain président de la Commission de la CEDEAO », a précisé Monsieur Cheikh Niang. Le ministre sénégalais des Affaires étrangères a exprimé sa profonde gratitude au



Président du Conseil pour sa disponibilité et son engagement constant en faveur des idéaux de la CEDEAO. « Les entretiens reflètent l'excellence des relations entre le Togo et le Sénégal. Les deux pays ont toujours été proches depuis les indépendances. Nous voudrions remercier le Président du Conseil pour ses orientations lumineuses, la clarté de ses conseils et aussi son engagement à nous accompagner dans la poursuite des objectifs de la CEDEAO », a-t-il déclaré. Le Togo a toujours œuvré, aux côtés des autres Etats membres de la CEDEAO, à la mise en œuvre des valeurs fondatrices de l'organisation, afin de promouvoir une communauté en paix, prospère et plus intégrée.

*Avec presidencedu-conseil.gouv.tg*





# FIPE UEMOA

## WEST AFRICA ECO FORUM

# FORUM

INTERNATIONAL DE LA PRESSE ECONOMIQUE  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**SENEGAL - DAKAR**

**24, 25 et 26 JUIN 2026**



## Développement minier en Côte d'Ivoire

# La BRVM et la CCCACI ouvrent le dialogue sur les enjeux du financement local

Sous le patronage de Monsieur Mamadou SANGAFOWA-COULIBALY, Ministre des Mines, du Pétrole et de l'Énergie, la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et la Chambre de Commerce Canada Côte d'Ivoire (CCCACI) ont organisé une rencontre de haut niveau consacrée au financement du secteur minier ivoirien.

• Wilson Lawson

Cette rencontre a réuni une centaine de participants issus du gouvernement, des institutions financières, du secteur minier, du monde des affaires ainsi que des partenaires techniques et financiers. Après les interventions du Président de la CCCACI, M. Alain KOUADIO, du Directeur Général de la BRVM, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE, du représentant de l'Ambassadrice du Canada, M. Amadou KANE, et du Ministre Mamadou SANGAFOWA-COULIBALY, les échanges ont porté sur les défis et opportunités du financement local des entreprises minières. Un panel sur le thème : « Développement minier de la Côte d'Ivoire et contenu local : comment favoriser l'accès des entreprises au finance-



ment local ? », modéré par Mme Laure N'GUETTA, a réuni M. Kouamé Eugène MANLAN, Mme Laetitia Gadgbeku OUATTARA, M. Éric GRATTON et M. Bouaké BAKAYOKO. Les intervenants ont souligné que malgré le fort potentiel minier du pays, l'accès au financement demeure un frein majeur au développement des entreprises locales et à leur intégration dans la chaîne de valeur minière. Dans son intervention introductive, le Directeur Général de la

BRVM a rappelé que plus de 26 000 milliards FCFA ont été mobilisés sur le marché financier régional depuis sa création, sans qu'aucune levée de fonds n'ait encore bénéficié au secteur minier ivoirien. Il a plaidé pour la mise en place d'instruments financiers adaptés aux réalités des sociétés minières de l'UEMOA. Les échanges ont également mis en avant le rôle stratégique du contenu local dans la création de richesse nationale, à travers

l'émergence d'entreprises capables de fournir des biens et services compétitifs au secteur minier. Les participants ont insisté sur la nécessité de mobiliser davantage l'épargne régionale afin de financer les entrepreneurs locaux et réduire leur dépendance aux marchés internationaux. Parmi les pistes évoquées figurent le développement de mécanismes innovants de financement, notam-

ment boursiers, ainsi que le renforcement des capacités des PME minières. Cette rencontre a confirmé la volonté commune des

acteurs publics et privés de faire du financement local un levier essentiel du développement minier durable en Côte d'Ivoire.



## Microfinance

# La SFI couvrira 50 % d'un portefeuille de prêts de 100 millions \$ de Baobab

Historiquement orienté vers la microfinance, le groupe cherche progressivement à renforcer son offre à destination des PME au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali et en République démocratique du Congo.

La Société financière internationale (SFI), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, s'est engagée à garantir 50 % d'un portefeuille de prêts pouvant atteindre 100 millions de dollars accordés par le Groupe Baobab à des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) dans cinq pays africains. L'accord, signé en marge de l'Africa CEO Forum 2026 à Kigali, au Rwanda, vise à accroître l'accès au financement des entreprises au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso, au Mali et en République démocratique du Congo (RDC). L'un des principaux avantages de ce financement structuré sous forme de partage de risque est qu'il permettra d'offrir aux MPME des prêts plus importants et assortis de maturités plus longues, pouvant aller jusqu'à cinq ans. Grâce à ce mécanisme, Baobab



pourra accorder davantage de crédits aux entreprises dans les pays ciblés, où l'accès au financement bancaire demeure souvent limité. En effet, les MPME du continent font face à un déficit de financement de plusieurs milliers de milliards de dollars par an. En Côte d'Ivoire, par exemple, le déficit de financement des PME est estimé à plus de 2 milliards de dollars, soit environ 7 % du PIB. Au Sénégal, il approche un milliard de dollars, tandis qu'au Burkina Faso et au Mali, ce déficit représente une part importante de l'activité économique nationale, selon un rapport de la Banque mondiale da-

tant de 2024. Initialement positionné sur la microfinance, le groupe Baobab élargit progressivement son offre afin de répondre aux besoins croissants des PME. À fin septembre 2025, Baobab comptait environ 1,6 million de clients et un portefeuille de crédits de 848,8 millions d'euros, dont près de la moitié distribuée via des canaux numériques. Depuis sa création, il y a plus de vingt ans, l'institution affirme avoir accordé près de quatre millions de prêts pour un montant cumulé dépassant 9,2 milliards d'euros.

Avec Agence Ecofin

## Kenya

# Benedict Oramah rejoint le C.A du Fonds national d'infrastructure

L'ancien président d'Afreximbank a été nommé pour trois ans au conseil du Fonds national d'infrastructure du Kenya. Ce véhicule financier vise à mobiliser 38,6 milliards \$, pour financer des infrastructures stratégiques sur une période de dix ans.

Président d'Afreximbank de 2015 à 2025, Benedict Oramah (photo) a été nommé membre indépendant du conseil d'administration du Fonds national d'infrastructure du Kenya (FNI) par le chef de l'État kényan William Ruto. Cette nomination, intervenue en avril 2026, a été annoncée par Afreximbank le jeudi 4 juin. M. Oramah exercera un mandat de trois ans au sein de cette structure créée pour mobiliser des capitaux en faveur des infrastructures et réduire la dépendance du pays à l'endettement public. Au sein du Fonds national d'infrastructure, il siègera aux côtés de représentants des principales institutions publiques kényanes, notamment le gouverneur de la Banque centrale du Kenya, le procureur général ainsi que plusieurs responsables des finances publiques. Il figure parmi les quatre experts indépendants chargés de contribuer à la gouvernance de ce véhicule



d'investissement. Le FNI ambitionne de mobiliser 5000 milliards de shillings kényans, soit environ 38,6 milliards \$, sur une période de dix ans. Lors du Sommet Africa Forward 2026, le président William Ruto a indiqué que près de 1 milliard de dollars ont déjà été mobilisés grâce à des partenariats public-privé et à des opérations réalisées sur le marché national. Une part importante de ces ressources provient de l'introduction en Bourse de Kenya Pipeline Company, qui a permis à l'État de lever 106,7 milliards de shillings. Les ressources du Fonds doivent être orientées vers plusieurs pro-

jets d'envergure, dont l'extension de l'aéroport international Jomo Kenyatta, le développement d'infrastructures aéroportuaires et la mise en œuvre d'une raffinerie pétrolière régionale. Les autorités souhaitent également utiliser cette structure pour partager les risques avec les investisseurs privés et favoriser leur participation au financement de projets à long terme. Présenté comme un mécanisme visant à mobiliser des capitaux nationaux à long terme, le Fonds national d'infrastructure du Kenya entend financer des projets stratégiques dans des secteurs tels que le transport, l'énergie, l'eau, la connectivité numérique ainsi que d'autres infrastructures liées à l'activité économique. Il repose sur une stratégie de mobilisation de capitaux publics et privés destinée à diversifier les sources de financement des investissements tout en limitant la pression sur les finances publiques.

Avec Agence Ecofin



# BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 9 juin 2026

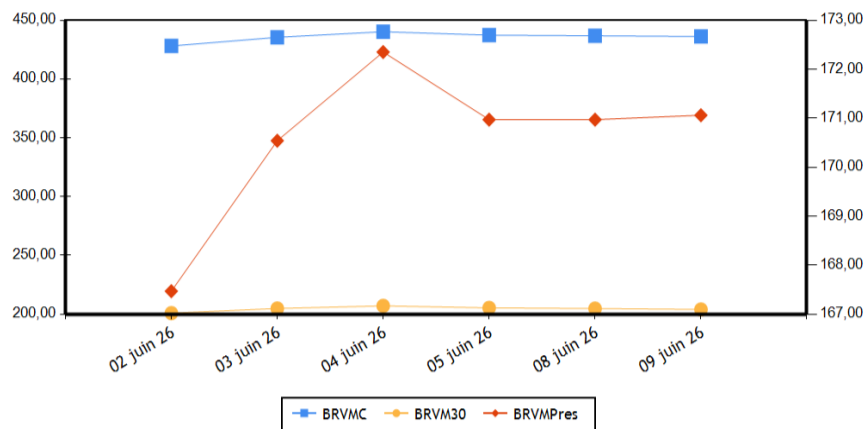
N° 106

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>436,06</b>
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	26,12 %

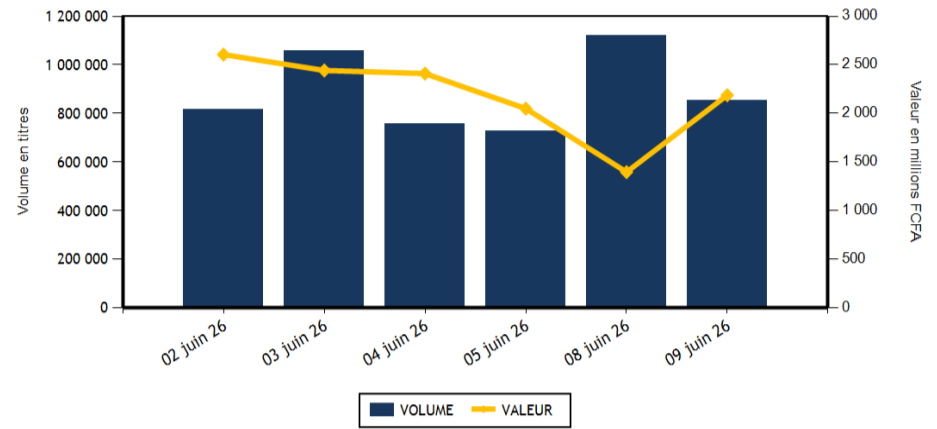
<b>BRVM 30</b>	<b>204,01</b>
Variation Jour	-0,38 %
Variation annuelle	22,72 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>171,06</b>
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	18,59 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 810 253 777 721	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	851 998	-23,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 180 429 090	58,93 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	-10,00 %
Nombre de titres en baisse	23	15,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-14,29 %

## PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	3 115	7,41 %	135,09 %
SMB CI (SMBC)	15 380	7,36 %	61,89 %
NESTLE CI (NTLC)	14 225	5,45 %	33,57 %
SODE CI (SDCC)	12 000	2,56 %	106,90 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 800	2,44 %	5,00 %

## INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	171,06	0,05 %	18,59 %	86 475	987 766 550	12,58
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	309,45	-0,26 %	42,18 %	736 233	1 152 518 370	15,84

## INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	172,23	-0,14 %	29,36 %	822 708	2 140 284 920	13,57

## INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,87	-0,33 %	10,51 %	14 354	255 249 850	10,41
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,74	0,12 %	9,09 %	22 816	60 654 845	50,19
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	199,62	-0,41 %	36,86 %	660 572	1 074 018 500	13,95
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	276,25	0,70 %	27,85 %	57 913	494 751 130	9,65
BRVM - INDUSTRIELS	6	203,11	-0,03 %	53,49 %	31 427	72 587 790	15,65
BRVM - ENERGIE	4	152,30	1,22 %	37,32 %	22 020	105 961 895	17,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	224,49	0,05 %	111,98 %	13 606	77 060 910	20,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,57
Taux de rendement moyen du marché	6,29
Taux de rentabilité moyen du marché	7,08
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 722 217,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 837 995 111,16

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 036 412 536 158	0,06 %
Volume échangé	653	-73,41 %
Valeur transigée (FCFA)	6 490 000	-73,42 %
Nombre de titres transigés	5	25,00 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

## PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	8 510	-4,11 %	48,00 %
BERNABE CI (BNBC)	1 630	-2,69 %	15,60 %
SOLIBRA CI (SLBC)	37 005	-2,67 %	28,04 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 775	-2,63 %	15,63 %
SICABLE CI (CABC)	4 000	-2,44 %	69,49 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	34,89
Ratio moyen de satisfaction	33,96
Ratio moyen de tendance	97,34
Ratio moyen de couverture	102,73
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	1,62
Nombre de SGI participantes	36

## Coupe du monde de football

### « Une victoire des Bleus n'aura pas d'impact sur la croissance »

La croyance populaire veut que plus une équipe nationale va loin en coupe du monde, plus ses supporters boostent la consommation dans leur pays et in fine la croissance. Les retombées économiques ne sont toutefois pas automatiques, et ne sont d'ailleurs pas à attendre cette année dans le cas où l'équipe de France soulèverait le trophée le 19 juillet prochain, selon le spécialiste Jean-Baptiste Guégan.

C'est une question qui revient avec chaque nouvelle Coupe du monde : quel impact économique a-t-elle sur le pays vainqueur ? Et tous les quatre ans depuis vingt ans, l'étude Soccernomics (pour « soccer », football, et « economics », économie) de la banque ABN Amro revient sur le devant de la scène. En 2006, les analystes de cette institution bancaire néerlandaise ont fait état d'une influence positive de la Coupe du monde pour les économies dont l'équipe a remporté le trophée. Sur les neuf éditions entre 1970 et 2022, les pays vainqueurs ont en moyenne bénéficié d'un bonus de croissance de +0,7 % par rapport aux années précédant l'événement. La Coupe du monde suscite indéniablement l'engouement des populations. En France, lors des deux dernières éditions de 2018 et 2022, où les Bleus se sont hissés en finale – ne remportant que la première –, les matchs (sept durant la compétition) ont respectivement cumulé en moyenne près de 14 millions et 16 millions de téléspectateurs, d'après le bilan dressé par



l'Arcom. Des rencontres qui stimulent généralement la consommation des ménages. « Un événement sportif d'envergure mondiale, surtout lorsque l'équipe nationale va au bout, entraîne un impact sectoriel qui va profiter finalement à une consommation. Consommation de pizza, de boissons (bière, soda, éventuellement champagne) et tout ce qui va être lié au fait d'être ensemble », liste Jean-Baptiste Guégan. Mais attention aux raccourcis. « Ce n'est pas automatique, souligne le spécialiste. Ça dépend, par exemple, de la dimension climatique. Il suffit qu'il pleuve des cordes et les gens ne sortent pas, donc l'impact est minimisé. Ça dépend aussi des contextes socio-économique et culturel, de la performance sportive, des secteurs que l'on observe... »

### Le contre-exemple français

L'année 1998 s'inscrit dans la tendance relevée par l'étude d'ABN Amro. Le PIB tricolore a bien progressé lors du premier sacre des Bleus, s'affichant à +3,5 % contre 2,5 % un an plus tôt. Dans le détail, le PIB a connu une croissance de +6 % sur le trimestre qui a suivi la victoire, tiré notamment par une consommation en hausse. La Coupe du monde n'est toutefois pas évoquée pour expliquer cette augmentation des dépenses des ménages dans une étude de l'OFCE (l'Observatoire français des conjonctures économiques) datant d'octobre 1998. D'après ses auteurs, c'est une « embellie sur le front de l'emploi » qui a permis d'améliorer la situation des ménages.

Avec latribune.fr

## Temu, Shein, AliExpress...

### La flambée du kérosène menace l'empire chinois du colis à petit prix

Fondé sur l'expédition aérienne à bas coût de millions de petits colis depuis la Chine, le modèle des géants du commerce low-cost est fragilisé par l'envolée des coûts de transport liée au conflit iranien.

Pendant des années, Temu, Shein ou AliExpress ont bâti leur succès sur une équation simple : produire à bas coût en Chine et expédier massivement et directement par avion des millions de petits colis vers les consommateurs occidentaux. Un modèle qui reposait sur l'abondance d'un fret aérien relativement bon marché. Mais cette mécanique bien huilée est aujourd'hui mise à l'épreuve par l'envolée des coûts logistiques provoquée par le conflit iranien. Déjà fragilisées par les nouvelles barrières



douanières mises en place aux États-Unis et dans plusieurs pays occidentaux, les plateformes chinoises de commerce en ligne font désormais face à un obstacle plus structurel : la hausse du prix du kérosène, qui renchérit fortement le transport aérien de marchandises. Des transporteurs comme DHL Express ont ainsi instauré d'importantes surtaxes

carburant, accentuant la pression sur des modèles économiques fondés sur la vente de produits à très faible valeur unitaire. Le choc commence à apparaître dans les statistiques. Les exportations chinoises de commerce électronique à petits prix ont reculé de 10,9 % en avril sur un an, à 9,81 milliards de dollars, selon une analyse des données douanières chinoises réalisée par le cabinet luxembourgeois Trade and Transport Group. Il s'agit du cinquième mois consécutif de baisse.

LD (avec Reuters)

## Ormuz

### Shell alerte sur un choc énergétique appelé à durer « un an, voire plus »

Le blocage du détroit d'Ormuz depuis le début du conflit au Moyen-Orient provoque des perturbations « jamais vues auparavant » sur les marchés mondiaux de l'énergie, et pourrait nécessiter « près d'un an, voire plus » pour un retour à l'équilibre, selon le directeur général de Shell.

Choc systémique sur les marchés pétroliers et gaziers mondiaux. Le blocage du détroit d'Ormuz, théâtre d'une escalade militaire depuis le début du conflit au Moyen-Orient, provoque des perturbations inédites du système énergétique mondial. Pour le directeur général de Shell, la normalisation ne sera ni rapide ni linéaire. « Il faudrait selon nous près d'un an, voire plus, pour retrouver un point d'équilibre », estime-t-il. Cette projection résume à elle seule l'ampleur du choc en cours. Mercredi, Wael Sawan, patron du groupe énergétique britannique, a décrit à Londres, lors d'un sommet de dirigeants organisé par le Wall Street Journal, une situation qu'il juge « jamais vues auparavant » pour les équilibres mondiaux de l'énergie. Au



cœur de la crise : le détroit d'Ormuz, verrou stratégique par lequel transitait habituellement près de 20 millions de barils de pétrole par jour. Depuis le début des hostilités entre l'Iran, les États-Unis et Israël, Téhéran en perturbe fortement le fonctionnement, entraînant une quasi-paralysie de ce corridor vital.

### L'Asie en première ligne des tensions

Les effets les plus visibles se concentrent en Asie, où plusieurs économies ont dû recourir à des mesures

d'urgence. « Les conséquences ont été particulièrement aiguës en Asie » a souligné le dirigeant, précisant que « nous avons vu des pays comme le Vietnam, l'Indonésie, la Thaïlande recourir massivement au rationnement des carburants, l'Inde également ». Plus encore, « nous avons vu le Pakistan et les Philippines passer à des semaines de quatre jours ». Au-delà de la volatilité des prix, c'est donc l'organisation même de certaines économies émergentes qui est directement affectée. Même dans l'hypothèse d'une désescalade militaire rapide, le rétablissement du système énergétique mondial s'annonce long et complexe. Pour Shell, les déséquilibres actuels laisseront des traces durables sur les flux commerciaux et les capacités de production.

LT (avec AFP)

## « L'activité est plus intense que jamais »

### L'aviation d'affaires portée par les tensions géopolitiques

Selon les données du cabinet spécialisé WINGX, le nombre de vols privés a progressé d'environ 4 % dans le monde depuis le début de l'année. Tandis que les compagnies aériennes affrontent l'envolée des coûts et les perturbations de trafic, les opérateurs de jets privés enregistrent une demande record.

Le conflit iranien bouleverse les flux aériens mondiaux, fait flamber les coûts du carburant et perturbe les grands hubs du Golfe. Pourtant, dans un segment du marché, l'activité ne faiblit pas. Bien au contraire. Les compagnies de jets privés enregistrent une hausse de la demande, portée par une clientèle qui continue de voyager malgré les tensions géopolitiques. Alors que le prix du kérosène a pratiquement doublé depuis le début du conflit, les dirigeants d'entreprise, célébrités et sportifs de haut niveau multiplient les déplacements à bord d'appareils privés pour rejoindre les grands rendez-vous internationaux. Cette dynamique illustre ce que les économistes décrivent comme une éco-



nomie « en K », où les ménages les plus aisés continuent d'accroître leurs dépenses tandis que les classes moyennes et populaires réduisent les leurs sous l'effet de l'inflation et du ralentissement économique. Dans le transport aérien, cette fracture se traduit par une forte résilience de l'aviation d'affaires, alors que les compagnies low-cost sont davantage exposées au recul du pouvoir d'achat.

### Eviter les risques d'annulation et les

### perturbationse

Les frappes de missiles et de drones dans le Golfe ont pourtant profondément affecté le trafic aérien régional, réduisant de près de moitié le nombre de vols dans une zone longtemps considérée comme l'un des principaux carrefours mondiaux du transport aérien. Pour les opérateurs de jets privés, la clientèle semble toutefois largement immunisée contre la hausse des coûts.

LT (avec Reuters)

## Environnement

## « L'océan n'a pas de frontières » : beauté et vie en zone de guerre

Lorsque les forces américaines et israéliennes ont lancé des frappes contre l'Iran le 28 février, déclenchant l'une des crises géopolitiques les plus graves de ces dernières années, le détroit d'Ormuz – un passage étroit de seulement 34 kilomètres de large à son point le plus resserré – est devenu du jour au lendemain un point chaud à l'échelle mondiale.

L'Iran a fermé la voie maritime aux navires étrangers, attaquant des navires de commerce et interrompant environ 20 % du transport mondial de pétrole par voie maritime. Quelque 20 000 marins se sont retrouvés bloqués dans le golfe Persique. Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à un cessez-le-feu immédiat. Pendant ce temps, sous la surface, les poissons continuaient de nager.

## De retour dans l'eau

Trois plongeurs chinois basés aux Émirats arabes unis (EAU) – Rui Li, instructeur de plongée ; Shanshan Du, apnéiste ; et Jie Zhang, plongeuse technique – ont été privés de plongée pendant des semaines en raison de



la fermeture des zones côtières. Lorsqu'un cessez-le-feu a permis un accès limité à la mi-avril, ils sont immédiatement retournés à l'eau. La Journée mondiale de l'océan, célébrée chaque année le 8 juin, a pour thème cette année : « Repenser notre relation avec l'océan ». Pour ces trois plongeurs, cette nouvelle façon d'envisager le lien avec l'océan est tout sauf abstraite. « Nous étions en fait un peu inquiets avant de partir », confie Shanshan Du, qui a plongé dans le passage le plus étroit entre les Émirats arabes unis et Oman le 18 avril, quelques jours

seulement après que l'ONU a salué l'annonce par l'Iran de l'ouverture du détroit aux navires commerciaux pendant le cessez-le-feu.

## Une catastrophe potentielle

Pourtant, il est aussi pleinement conscient des conséquences qu'un conflit armé pourrait avoir sur un tel lieu. Une attaque contre des installations de stockage de pétrole, souligne-t-il, serait catastrophique pour la vie marine. « De nombreux organismes marins sont petits et vulnérables. Une seule attaque pourrait suffire à anéantir des espèces

extraordinaires que l'être humain n'a jamais vues ». Jie Zhang décrit la vulnérabilité du monde sous-marin : « Personne ne peut parler au nom de l'écosystème sous-marin ; ni les poissons ni les grands animaux ne peuvent s'exprimer ». « Nous déversons dans l'océan tous les conflits, les guerres et la pollution de la terre ferme, oubliant qu'il ne dispose pas de réelles capacités d'autoprotection et qu'il est



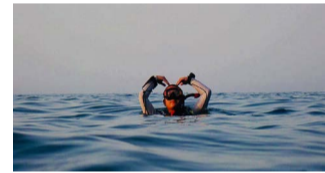
condamné à subir tous les conflits et les dommages engendrés par les activités humaines ».

## L'océan, cette mère nourricière

Rui Li privilégie une autre métaphore – plus chaleureuse et peut-être plus lucide quant aux limites de l'action humaine. La relation entre l'être humain et la mer s'apparente, selon lui, à celle qui unit un enfant à son parent : l'océan nous soutient, nous nourrit et, parfois, nous punit. « Nous avons grandi et éprouvons désormais le désir de le protéger, dit-il, mais notre marge de manœuvre réelle demeure restreinte. Nos parents, eux, continuent de nous attendre patiemment, de

nous aider et de prendre soin de nous ». En pratiquant la plongée dans un pays où vivent des personnes de dizaines de nationalités, Shanshan Du a découvert que, sous l'eau, les frontières perdent toute importance. La communication s'établit uniquement par les gestes. « Grâce à ce loisir et à l'océan, un environnement merveilleux s'est créé pour nous ». Les conflits qui font rage à la surface n'ont pas cessé. Les pourparlers entre Washington et Téhéran restent fragiles et la situation, instable. Pourtant, l'océan recouvre 71 % de la surface du globe ; aussi, comme Rui Li le dit à quiconque ne l'a pas encore vu : venez toucher cette eau rafraîchissante dès que vous en avez l'occasion.

Avec news.un.org



## HOROSCOPE finance

**Bélier** Journée de chance financière exceptionnelle. Vous aurez tout le loisir de réfléchir au meilleur moyen de faire fructifier vos économies. Un partenariat pourra mettre toutes les chances de votre côté. N'attendez pas le dernier moment pour vous décider : le plus tôt sera le mieux.

**Taureau** Vous serez convaincant dans vos négociations et transactions, faisant preuve parfois même d'un flair remarquable. En tout cas, vous n'aurez aucun problème de trésorerie, et pourrez même venir en aide à un ami qui se trouve actuellement dans une mauvaise passe financière.

**Gémeaux** Cette journée promet des rentrées d'argent aussi importantes qu'imprévues. Mettez sur votre sang-froid pour demander calmement une prime quelconque à une personne compétente ; il semble peu probable qu'il vous la refuse.

**Cancer** Pensez à développer vos relations dans les diverses administrations et organismes : vous y récolterez des protections efficaces en temps voulu. Les rapports avec l'étranger devront exiger votre plus grande attention en cette journée. La chance ne sera pas absente de votre Ciel astral et vous offrira des occasions avantageuses sur lesquelles vous ne comptiez plus.

**Lion** Le secteur argent sera sans histoire. Mais vous feriez bien de ne pas céder à toutes les envies qui vont vous passer par la tête. Pour quelques natifs du troisième décan, une bonne surprise pécuniaire est probable.

**Vierge** Avec cet aspect de Jupiter, il y aura de fortes probabilités pour que vous soyez le favori de la chance dans le domaine financier. Cela dit, ne tentez pas le diable : ne vous précipitez pas dans un magasin d'informatique, de hi-fi ou une bijouterie sans réfléchir. Attendez d'avoir vu votre compte en banque s'arrondir avant de vous lancer dans des achats.

**Balance** Tout ira bien pour les natifs prévoyants ; leur situation financière sera saine. Pour les autres, Pluton et Vénus, influençant des secteurs de votre thème liés à l'argent, pourront provoquer quelques mauvaises surprises. N'attendez pas pour payer vos dettes et mettre de l'ordre dans vos comptes.

**Scorpion** Cette journée sera à marquer d'une pierre blanche. De nombreuses planètes créeront les conditions idéales pour vous aider à gagner aux jeux de hasard. Si vous ne franchissez pas les portes de votre buraliste pour faire valider quelques tickets de loterie, vous risquez de laisser passer une belle chance. Et ce sera tant pis pour vous !

**Sagittaire** De grâce, n'écoutez pas les conseils de votre entourage pour la gestion de vos finances. Au besoin, demandez l'avis d'experts et prenez votre propre décision. Ne vous laissez pas embarquer dans des aventures farfelues.

**Capricorne** Côté argent, Vénus vous apportera un petit coup de pouce. Mais comme Vénus n'est pas un astre à l'influence très puissante en argent, ne vous attendez pas à gagner au Loto ou à voir une prime quelconque vous tomber dans le bec ! Non, plus simplement, vous aurez peut-être droit à des revenus imprévus, ou au remboursement anticipé d'un prêt que vous avez fait.

**Verseau** Les factures concernant votre foyer doivent être réglées sans délai, sinon vous risquez aujourd'hui d'encourir des embêtements inextricables. Vous faites souvent preuve dans ce domaine d'une coupable négligence.

**Poisson** Ce sera une journée durant laquelle vos chances au jeu seront les plus grandes, notamment au Millionnaire et au Tiercé. Inutile, pourtant, de risquer de grosses sommes ; au contraire, misez petit, et les astres feront le reste pour vous. Consultez votre nombre de chance du jour.

## L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : Agoé Assiyé non loin de la Poste  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

## Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

## Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

## Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

## Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

## Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

## Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

## Correcteur

Michel Yao AYEVA

## Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE



# AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 12/06/2026

## ÉMISSION SIMULTANÉE

— UMOA-TITRES ET LE TRÉSOR DU TOGO —

portent à la connaissance du public qu'ils organisent un appel d'offres pour la cession de bons et d'obligations du trésor dont les termes sont les suivants:



### CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	: ÉTAT DU TOGO			
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	: 35 000 MILLIONS DE FCFA			
DATE DE VALEUR	: 15 juin 2026			
Montant Alloué	5 000 millions	10 000 millions	10 000 millions	10 000 millions
Denomination	BAT-364 Jours	OAT-3 ans	OAT-5 ans	OAT-7 ans
Maturité	364 jours	3 ans	5 ans	7 ans
Valeur nominale unitaire	1 000 000	10 000	10 000	10 000
Prix		Multiples	Multiples	Multiples
Taux d'intérêt	Multiples	6,15%	6,35%	6,50%
Échéances	13.juin.27	15.juin.29	15.juin.31	15.juin.33

### DÉPÔT DES SOUMISSIONS

**Date : vendredi 12 juin 2026 à 10h30mn TU (Heure limite)**

*Les offres seront reçues à travers l'application SAGETIL-UMOA*

*Pour les OAT, le remboursement du capital des titres émis interviendra à la date d'échéance. Le paiement des intérêts se fera annuellement à son taux d'intérêt et ce, dès la fin de la première année.*

*Pour les BAT, Les titres émis sont remboursables le premier jour ouvré suivant la date d'échéance. Les intérêts sont payables d'avance et précomptés sur la valeur nominale des bons*

Dakar, le 05 juin 2026

Le Directeur de UMOA-Titres

**Oulimata NDIAYE DIASSE**

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

**Ekpao ADJABO**

Cette émission est organisée avec le concours de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

**Pour plus d'informations, merci de contacter UMOA-Titres:**

email : [umoatitres@umoatitres.org](mailto:umoatitres@umoatitres.org) / Tel : +221 33 849 28 28 / Fax : +221 33 839 45 57

25 % DU MONTANT MIS EN ADJUDICATION EST OFFERT SOUS FORME D'OFFRES NON COMPÉTITIVES (ONC) AUX SPÉCIALISTES EN VALEURS DU TRÉSOR (SVT) HABILITÉS DE L'ÉMETTEUR RÉGI PAR LE RÈGLEMENT N°06/2013/CM/UEMOA SUR LES BONS ET OBLIGATIONS DU TRÉSOR ÉMIS PAR VOIE D'ADJUDICATION AVEC LE CONCOURS DE L'AGENCE UMOA-TITRES.

**Gestion des finances publiques****Des acteurs en formation sur les missions et méthodes des organes de contrôle**

La Cour des comptes (CdC) a démarré le mardi 9 juin à Lomé, un atelier de sensibilisation sur les missions, méthodes et travaux des organes de contrôle ainsi que sur sa stratégie genre 2026-2028 à l'endroit des acteurs clés de la gestion des finances publiques.

Cet atelier de trois jours s'intègre dans la mise en œuvre des activités du plan de travail et budget annuel (PTBA) 2026 du cadre de concertation des organes de contrôle des finances publiques. Subdivisé en trois sessions, il regroupe une diversité d'acteurs de la gestion des finances publiques, notamment des membres des organes de contrôle, des ordonnateurs, responsables de programmes, des points focaux genre des ministères et collectivités territoriales. Des maires, secrétaires généraux de mairie, des représentants des préfectures et gouvernorat ainsi que ceux des associations de la société civile œuvrant pour la transparence budgétaire et l'équité genre. L'objectif est de renforcer la culture de contrôle et de responsabilité dans la gestion des ressources publiques et d'instaurer un cadre de dialogue constructif entre organes de contrôle, gestionnaires publics et société civile. Au premier jour, les participants du Grand Lomé ont suivi la présentation des missions, méthodes et travaux de la Cour des comptes,



de l'Inspection générale d'Etat (IGE), l'Inspection générale des finances (IGF) et de la Direction nationale du contrôle financier (DNCF). Ils ont été entretenus sur la stratégie genre de la CdC. A travers cette stratégie, la Cour entend consolider les acquis et capitaliser ses atouts afin de combler les insuffisances constatées. Ses axes sont le renforcement des capacités et la promotion d'une gouvernance interne sensible au genre, l'intégration de l'approche genre dans les audits et les budgets publics, la consolidation de la collaboration et des partenariats en faveur de l'égalité de genre et la promotion du suivi, l'évaluation, la communication et la transparence en matière d'égalité genre. Les parties prenantes ont exhorté la CdC à vulgariser les textes fondamentaux

des organes de contrôle et à poursuivre la sensibilisation des acteurs intervenant dans la gestion des affaires publiques. Elles ont émis le vœu qu'un dispositif interne de contrôle soit mis en place au sein des structures. Le secrétaire général de la CdC, Hétsu Fiatiy a fait savoir que la gestion rigoureuse est un pilier essentiel pour le développement économique du Togo. Il a évoqué trois points clés favorables au développement durable : « la responsabilité collective ; la transparence et l'intégrité ; l'innovation et l'adaptation dans un monde en constante évolution ». Le secrétaire général a invité tous les acteurs impliqués dans la gestion des finances publiques à s'approprier les bonnes pratiques en vue d'une bonne gouvernance.

Avec ATOP/BV/GKM

**Plateaux-Est/BEPC 2026****27 660 candidats composent dans un climat de sérénité**

Les épreuves écrites du Brevet d'études du premier cycle (BEPC) ont officiellement débuté le mardi 9 juin dans la région des Plateaux-Est. A cette occasion, les autorités administratives et éducatives ont sillonné plusieurs centres d'examen afin de constater le démarrage effectif des épreuves et d'adresser des messages d'encouragement aux candidats.

La région enregistre environ 27 660 candidats, dont 12 089 filles, répartis dans 86 centres d'écrit à travers les préfectures de l'Ogou, Haho, Moyen-Mono, Amou, Wawa, Akébou, Est-Mono et Anié. Les compositions se déroulent du 9 au 11 juin. Dans la préfecture de l'Ogou, 16 916 candidats, dont 7 569 filles, composent dans 47 centres. Pour le directeur régional de l'éducation Plateaux-Est/Atakpamé, Cissé Aboudou Razak, le démarrage est satisfaisant : « Nous avons constaté l'effectivité de l'examen. Les candidats sont présents dans les salles et la sérénité règne », a-t-il indiqué. Le préfet de l'Ogou, Ekpé Kodjo Agbéko, a pour sa part encouragé les candidats à la discipline et au sérieux, tout en les invitant à se munir d'imperméables et de lampes torches en raison des fortes pluies. Dans la préfecture de Haho, 5 047 candidats, dont 2 301 filles, composent dans 12 centres. La délégation a visité notamment les centres du CEG Ville 1 et 2 ainsi que le collège protestant de Notsé pour constater le démarrage effectif des épreuves. Le maire de Haho 1, Koffi



Assila, a invité les candidats à la concentration et au respect des consignes de surveillance. Le chef de l'inspection IESG Haho, Toitrè Gnimpal, a confirmé le bon déroulement des premières épreuves. Dans le Moyen-Mono, 894 candidats, dont 371 filles, composent dans trois centres à savoir Tohou, Tado et Kpékplémé. Le préfet, Colonel Gnakoafre Yao Eindrè, a exhorté les candidats à éviter toute tentative de fraude et à donner le meilleur d'eux-mêmes. Dans la préfecture de l'Amou, les 356 candidats composent dans six centres d'écrit, notamment à Elavagnon, Hiheatro, Amou-Oblo, Kpategan et Amlamé. Le préfet Gavlo Komi Amen a assuré que toutes les dispositions ont été prises pour le bon déroulement des épreuves, avec la présence des surveillants ainsi que des forces de sécurité. A Wawa et Akébou, 2 687 candidats, dont 1 130 filles, sont répartis dans 11 centres d'écrit. Le taux de présence est estimé à 94,68

%. Le préfet de Wawa, Soménu Atsu Yinassè, a transmis le soutien du gouvernement et encouragé les candidats à la sérénité et à la concentration. Il était assisté des forces de défense et de sécurité, du chef de l'inspection Gnakoafre Koffi Eténi, ainsi que des autorités communales. Dans l'Est-Mono, 1 760 candidats composent dans sept centres d'écrit. Le secrétaire général de la préfecture, Sagbo Djakpata, accompagné de l'inspecteur des enseignements préscolaire et primaire de l'Est Mono, Batchazi Tchaa Guillaume, et des forces de l'ordre, a sillonné les centres pour constater le bon déroulement des épreuves. Les candidats auront à composer en sciences de la vie et de la Terre, éducation civique et morale, mathématiques, Ewé ou Kabyè, histoire-géographie, sciences physiques, agriculture, dessin, musique ou enseignement ménager.

Avec ATOP/YM/AO

**OM****Accord trouvé entre Mason Greenwood et l'AS Roma**

Le départ de Mason Greenwood se précise. En Italie, on annonce d'ailleurs un accord de principe entre l'Anglais et l'AS Roma.

L'Olympique de Marseille doit vendre avant le 30 juin. Et tout porte à croire que Mason Greenwood devrait être l'un des joueurs cédés par les pensionnaires de l'Orange Vélodrome durant cette intersaison. Sportivement, l'Anglais de 24 ans a réalisé une année globalement correcte avec un bilan de 26 buts et 11 assists en 45 apparitions toutes compétitions confondues. Pour le reste, il a été dit que ses relations avec cer-



tains membres de la direction, notamment Medhi Benatia, n'étaient pas au beau fixe. Il aurait aussi mal vécu le départ de Roberto De Zerbi. Bien qu'il ait annoncé publiquement qu'il aimerait continuer avec les Phocéens avec lesquels il est encore sous contrat jusqu'en 2029, la

réalité est bien différente pour le natif de Bradford. Depuis quelques semaines, son père et agent discute sérieusement avec l'AS Roma. La Louve veut le recruter, lui qui est la priorité de Gian Piero Gasperini. Dans le même temps, Fenerbahçe a aussi avancé

ses propositions pour l'ancien de Getafe. Mais cette piste est tombée à l'eau après le changement de gouvernance à la tête du club turc.

**Greenwood d'accord avec la Louve**

Les Giallorossi ont donc un boulevard pour s'offrir Greenwood, dont le nom est aussi cité à Al-Hilal et à l'Atlético de Madrid. L'Anglais a toujours fait du club romain sa priorité. Avec son entourage, ils attendaient juste que le club italien se qualifie

pour la prochaine campagne de Cl. Ce qui a été chose faite. Ce mardi matin, le Corriere dello Sport annonce que Mason Greenwood a dit oui à la Roma, avec laquelle un accord de principe a été trouvé. En ce qui concerne son salaire, il va toucher 4 M€ nets par saison, ainsi que des primes. Ses émoluments seront progressifs au fil des années. La durée du bail n'a pas été communiquée, mais récemment des médias transalpins évoquaient un contrat jusqu'en 2031. Une première partie du chemin a

donc été faite entre la Roma et Greenwood, qui a été séduit par le projet proposé par Gasperini. La Louve attend de nommer son directeur sportif, à savoir Tony D'Amico, afin de passer à l'offensive auprès de l'OM. Le CdS évoque une première proposition d'environ 40 M€. L'OM, qui doit verser 40% du prix de sa revente à MU, attend 55 M€. Pour le moment, aucune offre n'est arrivée à Marseille. Affaire à suivre...

Avec footmercato.net

# MIAPO ROLOU D'MABOL

AU CŒUR DE LA FÊTE  
MONDIALE DU FOOT



BB LOMÉ S.A

\*Prix de vente détail conseillé • \*Alcool dangereux pour la santé. À boire avec modération.

CMJN

CMJN